



Au niveau national il est prévu 1 591 suppressions d'emplois pour l'année 2018. La DDFIP de la Charente y contribuera à hauteur de 21 suppressions.

Attention l'année 2018 *est une année de transition*, «*les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes*».

C'est la teneur du message de la DG sur Ulysse du 28 septembre 2017.

Les annonces gouvernementales, confirmées lors de la présentation du PLF 2018, font état de 50 000 emplois supprimés dans la Fonction Publique d'État au cours du quinquennat. Selon certaines sources, la déclinaison possible est que notre administration devra supprimer au cours des 4 prochaines années entre 16 000 et 20 000 suppressions d'emplois soit entre 4 000 et 5 000 par an. Cette décision sera étayée par les travaux du Comité de l'Action Publique (CAP 22) qui devra réfléchir sur le devenir des missions de service public, en ne s'interdisant pas de préconiser le transfert, l'externalisation voire l'abandon de certaines d'entre elles.

En Charente, les chiffres parlent d'eux-même :

Au **1er janvier 2008**, au moment de la fusion DGCP/DGI il y avait **612 emplois implantés**.

Au **1er janvier 2018**, avec les 21 suppressions programmées, il n'en restera plus que **488**.

Pire en l'espace de 10 ans, en faisant abstraction de la création du CSB (43 emplois), nous avons perdu **167** emplois, soit **moins 27,28 %**.

Nous le savons, rien n'est facile. Pour personne.

Nous sommes tous concernés, à un moment ou à un autre, quelque soit le grade, le service, la responsabilité, le travail. Nous ne pouvons pas regarder sans rien faire. Nous ne pouvons espérer y échapper parce que cela arrive au service d'à côté ou en pensant à une retraite prochaine.

Le combat doit être à la hauteur des attaques. Il est difficile. Nous en sommes conscients. Mais si on ne fait rien, c'est la DGFIP et son rôle fondamental de service public qui vont être détruits. Nous ne pouvons nous limiter à un simple boycott d'une réunion, fût-elle institutionnelle.

Aussi, les sections Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP et CGT DGFIP de la DDFIP de la CHARENTE vous appellent :

JEUDI 14 décembre 2017

- à vous mettre en grève.
- à participer massivement au rassemblement organisé à partir de 8h30 devant la direction.
- à interpeller notre directrice.